



HAÏTI



D 2175 • Hi6
16-30 septembre 1997

Diffusion de l'information sur l'Amérique latine

DIAL • 38, rue du Doyenné - 69005 Lyon - France - Tél. 04 72 77 00 26 - Fax 04 72 40 96 70

MOTS-CLEFS
Emploi
Mondialisation
Multinationale
Nord-Sud
Syndicat

Parce que les salaires seraient trop élevés en Haïti LE PAYS EST MENACÉ DE PERDRE LES 2 300 EMPLOIS DE L'ENTREPRISE NORD-AMÉRICAINE H. H. CUTLER

Travaillant à l'assemblage de vêtements pour le compte des compagnies Walt Disney et Nike, la société H. H. Cutler a l'intention de transférer ses activités d'Haïti en Asie du Sud-Est, alors que les syndicats américains l'accusent déjà d'avoir privé d'emplois les États-Unis pour pouvoir profiter ailleurs de salaires de misère. Les quelques 20 000 personnes qui vivent des salaires

de cette entreprise - un salaire ferait vivre une famille de 10 personnes - risquent de basculer d'un jour à l'autre d'un salaire de misère à l'absence de revenus.

L'article ci-dessous est paru dans Haïti en marche, 13-19 août 1997. Le texte original étant en français, nous le reproduisons intégralement, laissant au vocabulaire local son originalité.

Le consortium de fabrication de vêtements Disney/H. H. Cutler a l'intention de ne pas renouveler ses contrats en Haïti. Plus de 2 000 emplois aujourd'hui si désespérément nécessaires sont donc sur le point de s'évanouir. Les contrats passés aux États-Unis par cette même compagnie seront aussi victimes de la même décision. Aussi c'est un vent de mobilisation qui souffle chez les syndicalistes américains.

H. H. Cutler (une division de V. F. Corporation, l'une des plus grandes compagnies de fabrication de vêtements au monde) utilise depuis

quelques années les factories¹ en Haïti pour assembler des vêtements pour le compte des compagnies Walt Disney et Nike. En septembre prochain - au pic de la saison - Cutler a annoncé qu'il mettra fin à ses contrats en Haïti pour transporter sa production ailleurs où les salaires sont encore plus bas, en Asie du Sud-Est, et principalement en Chine (13 cents de l'heure comparé à 28 cents en Haïti) et où aussi ses opérations ne seront pas la cible des organisations de défense des droits

1. Mot anglo-saxon pour désigner les usines (NdR).

humains et des militants syndicaux. Il y a seulement six mois, Cutler signait un contrat avec environ dix factories en Haïti, où plus de 2 300 ouvriers assemblent des vêtements pour exportation aux États-Unis. Ce sont ces ouvriers qui sont menacés de se retrouver à nouveau dès le mois prochain sur le pavé.

En dehors de la Chine, H. H. Cutler compte augmenter sa production dans ses propres factories au Mexique et en République Dominicaine.

La compagnie coupera aussi sur sa production aux États-Unis. Mais déjà aujourd'hui 75 % des vêtements

SOMMAIRE

> HAÏTI : Le pays est menacé de perdre les 2 300 emplois de l'entreprise nord-américaine H. H. Cutler (1-2)

> BRÉSIL : Le pot de terre contre le pot de fer (3-4)

> AMÉRIQUE LATINE : Appauvrissement rural : les femmes en payent le prix (5-8)

> BRÉSIL : Ivone Gebara, théologienne et féministe (9-11)

confiés à Cutler sont fabriqués en dehors des États-Unis - ce qui équivaut à 2 550 employés américains qui ont été renvoyés par la compagnie. À l'époque, celle-ci ne jurait que par la Caraïbe et ses coûts de production bas. Mais voici qu'aujourd'hui certains pays d'Asie font des conditions encore plus avantageuses. La Chine, le Pakistan, les Philippines et l'Indonésie offrent maintenant ce que ces industriels appellent un *complete package*, c'est-à-dire un tarif global incluant l'achat et la coupe du tissu, la couture et la finition du vêtement.

Pour le dirigeant syndical américain, Charlie Kernaghan, Cutler transporte ses opérations dans le *Far East*, pour pouvoir profiter des salaires d'exploitation en usage actuellement dans ces pays et aussi pour échapper à ceux qui protestent contre ce genre de pratiques.

Tom Austin, président de Cutler, répond que les factories asiatiques sont adaptées au concept du *package*, alors que dans la Caraïbe il n'existe que de simples factories d'assemblage.

"Nous réagissons simplement aux tendances du marché. Nous essayons d'accroître nos activités et nous recherchons les endroits les plus appropriés" affirme le président de Cutler.

Une délégation d'entrepreneurs haïtiens a fait le voyage à Washington le mois dernier pour plaider leur cause devant les officiels américains, et particulièrement au Congrès.

Marie-Claude Bayard, dont les factories en Haïti travaillent pour la firme Cutler depuis longtemps, et d'autres *bussinesmen* haïtiens sont venus essayer de convaincre les parlementaires américains d'approuver une législation qui réduirait les droits d'entrée aux États-Unis pour les

articles fabriqués en Haïti et mettrait notre pays sur pied d'égalité avec le Mexique, allié des États-Unis et du Canada au sein de l'ALENA, ou en anglais NAFTA (Traité de libre échange nord-américain).

Environ deux tiers des contrats de Mme Bayard sont avec Cutler, autrement dit elle sera obligée au départ de cette compagnie de renvoyer environ 400 employés. Un de ses collègues, a-t-elle expliqué, Georges Sassine, devra fermer trois factories, jetant 700 employés dans la rue.

"Nous sommes très désappointés, dit Marie-Claude Bayard. Il n'y a aujourd'hui plus de loyauté." (*The Grand Rapids Press*, mercredi 9 juillet 1997). En 1994, Cutler commença à fermer ses unités de fabrication au Michigan (West Michigan) pour les installer dans des pays de la Caraïbe, comme Haïti où les ouvriers sont payés 2,40 dollars par jour. Le nombre de ses employés au Michigan tomba de 3 400 à 1 600. Aujourd'hui le bureau administratif de la compagnie, avec un personnel de 180 personnes, est tout ce qui reste de son personnel au Michigan.

La décision de H. H. Cutler est typique chez les multinationales qui hantent aujourd'hui le monde entier à la recherche des plus bas salaires et des plus petites taxes, dit le syndicaliste Charlie Kernaghan, plus connu pour avoir mis en lumière l'exploitation de la main-d'oeuvre enfantine dans la fabrication de vêtements sous le label Kathie Lee Gifford.

Mais Marie-Claude Bayard met aussi le départ de Cutler sur le compte des campagnes de protestation des militants du genre Kernaghan.

"C'est bien si vous venez pour dénoncer quelque chose de mauvais" a-t-elle déclaré. "C'est autre chose de mener une campagne où vous renversez tout,

et pour aboutir à un résultat totalement négatif."

Le porte-parole de Disney, Chuck Champlin, a tenu à souligner que ce ne sont pas eux qui ont demandé à leurs contracteurs de s'en aller d'Haïti.

"C'est notre position que les jobs en Haïti sont bons pour les Haïtiens. Nous aurions souhaité que les activités aident à créer plus d'emplois en Haïti, non le contraire" a dit le porte-parole de Disney. La firme Disney a été également accusée par les militants syndicaux aux États-Unis de priver les Américains d'emplois pour aller profiter des salaires de misère dans des pays comme Haïti.

Selon Kernaghan, Cutler ne fait qu'élargir aujourd'hui les frontières de cette exploitation. L'ouvrier chinois gagne 1,04 dollars par jour comparé à Haïti où le salaire minimum est de 2,40 dollars par jour.

"La fermeture des ces unités en Haïti aura un effet catastrophique", selon le porte-parole de l'Ambassade des États-Unis à Port-au-Prince, Mary Ellen Gilroy. Elle souligne que chaque personne qui a un emploi en Haïti soutient une famille d'au moins dix autres personnes.

Un communiqué reçu en notre rédaction à Miami annonce que le National Labor Committee, en coordination avec Batay Ouvrye et le Washington Office en Haïti, entreprennent une campagne pour alerter le peuple haïtien et monter un mouvement de protestation en vue de maintenir ces emplois en Haïti.

En cas de reproduction, mentionner la source DIAL.

Le Réseau Solidarité (5, rue Françoise Bizette, 35000 Rennes, tel. 02 99 38 82 40) vient de lancer une campagne de protestation contre la délocalisation de H. H. Cutler.

DIAL • 38 rue du Doyenné - 69005 LYON • Tél. 04 72 77 00 26 • Fax 04 72 40 96 70 • E-mail : dial@globenet.org

Abonnement annuel : France 410 F • Europe 455 F • Avion Amérique latine - Afrique 515 F • USA-Canada 505 F

Points rencontre à Paris : CEDAL (Centre d'Etude du Développement en Amérique latine) - 43 ter, rue de la Glacière - 75013 Paris
Tél. 01 43 37 87 14 - Fax 01 43 37 87 18 et Service Droits de l'Homme - Cimade - 176 rue de Grenelle - 75007 Paris - Tél. 01 44 18 60 50
Fax 01 45 55 28 13.